

Lettre ouverte d'un Enseignant Spécialisé en Rased
à Monsieur Darcos, Ministre de l'Education Nationale

Monsieur le Ministre,

Cette lettre est celle d'un modeste fonctionnaire, enseignant spécialisé en Rased, mais aussi celle d'un citoyen préoccupé par l'état de notre société.

Instituteur depuis 1982, j'ai fait le choix en 1999 de devenir rééducateur au sein d'un Rased. La loi de finances pour 2009 sonne le glas de ces Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté. J'ai reçu cette annonce comme un grand mépris de votre part. Décider sans concertation, sans évaluation, la mort de mon métier, c'est me dire que le travail que j'accomplis depuis dix ans auprès des enfants les plus en difficulté est inutile. Le deuxième sentiment qui prédomine est celui d'avoir été trahi par l'institution. C'est pourtant bien l'Education Nationale qui m'a formé (formation de qualité) et délivré un diplôme pour exercer les missions de rééducateur. Je me suis efforcé d'être digne de ces missions. Or, aujourd'hui vous modifiez la règle du jeu en cours de partie. C'est exactement le contraire de cela que je travaille avec les enfants qui me sont confiés.

Bien entendu, je mesure combien la tâche qui vous incombe est complexe et lourde. Aussi, je cherche à comprendre votre projet pour l'école, à trouver une cohérence aux nombreuses réformes proposées. Pour ce qui concerne les Rased, votre choix initial de les supprimer me laisse pantois. Sans eux, le travail salutaire de remédiation auprès des enfants les plus en difficulté à l'école ne peut plus se faire. Sans eux, l'école se prive d'un précieux dialogue qui souvent, permet à chacun de mieux reprendre sa place d'élève, de parent, ou d'enseignant.

Plus généralement, comprendre votre projet est un travail difficile car votre discours et vos actes sont souvent discordants. Pourquoi persister dans l'euphémisme de mauvais aloi en parlant de « sédentarisation » alors que vous opérez de fait une « suppression » de notre métier ?

Comment comprendre vos choix budgétaires drastiques au motif que les caisses sont vides quand, dans le même temps, votre gouvernement trouve la somme extraordinaire de 360 milliards d'euros pour « sauver les banques » ?

Au fond, on a le sentiment que le souci de réaliser des économies est l'habillage dans lequel s'installe une dérive idéologique.

Il est vrai qu'un projet pour l'école s'insère dans un projet de société lié à des valeurs. Le malentendu est peut-être là. Si je suis devenu enseignant, c'est certes comme beaucoup d'autres pour gagner ma vie, mais c'est aussi un choix relatif à des valeurs humanistes. A cet égard, l'argent n'est pas, Monsieur le Ministre, une valeur essentielle et votre idée de distribuer quelques primes à certains d'entre nous me semble bien mal venue.

Réformer notre école est sans doute nécessaire, les enseignants ne s'y opposent pas par principe. Toutefois, ils ont un attachement fort aux idéaux républicains. Ces derniers sont malmenés, notre tissu social se désagrège.

Dès lors, apparaît un autre malentendu: si l'école peut et doit faire beaucoup pour les élèves qu'elle accueille, on ne peut en revanche lui demander de résoudre les problèmes d'un monde qui marche sur la tête. Les enseignants de l'école primaire sont souvent de bons pédagogues, mais la pédagogie ne peut pas tout. Comment enseigner le respect de soi et de l'autre dans une société où règne la loi de la jungle, dans un système devenu fou où l'économique aurait pris le pas sur l'humain? Comment montrer que le chemin de l'effort est celui qui vaut la peine dans un monde marchand qui sollicite en permanence nos enfants, les laissant croire que le bonheur se trouve au supermarché? Comment trouver le temps d'enseigner dans la sérénité quand l'institution scolaire presse les maîtres d'accomplir des missions de plus en plus lourdes, en multipliant dispositifs, textes réglementaires, réunions, projets, sigles dans lesquels on finit par ne plus trouver de cohérence? Comment retrouver l'indispensable temps d'apprendre dans une école qui, perdant confiance en elle, met bien trop souvent ses élèves en situation d'évaluation?

Aujourd'hui, de nombreuses voix s'élèvent pour vous reprocher un manque de dialogue et une communication souvent teintée de démagogie. On y devine la tentation de diviser les enseignants entre eux, d'opposer les fonctionnaires et les travailleurs du secteur privé. Un climat de culpabilisation pèse sur ceux qui ont la chance d'avoir un emploi (qui à ce titre, doivent se garder de toute revendication) et sur les chômeurs qui devraient bien finir par comprendre qu'ils sont responsables de ce qui leur arrive. D'autres voix encore, vous prêtent le dessein de dépouiller l'Education Nationale pour mieux offrir de nouvelles parts de marché au secteur privé. Enfin, vous semblez négliger les travaux réalisés dans le domaine des sciences de l'éducation.

Je ne peux pas penser qu'un ministre de la République s'engage dans cette voie. A l'heure où l'exclusion sociale gagne du terrain, où la majorité de l'humanité vit dans des conditions honteuses sur une planète de plus en plus polluée, il est de votre devoir d'homme d'état de refonder votre projet.

Dans cette perspective, l'école publique doit demeurer notre bien commun. Un bien qui n'est pas à vendre et qui ne peut se confondre avec une entreprise. Les valeurs républicaines que notre école défend et transmet à ses élèves « futurs citoyens », les savoirs qu'elle dispense, les humains qui y travaillent ne sont pas des marchandises.

Ce sont ces valeurs de partage, de respect et de dignité retrouvée que nous devons porter ensemble. Vous devez entendre cette aspiration légitime et puissante qui monte chez les enseignants, les parents, les citoyens de notre pays.

Vous pouvez compter, Monsieur le Ministre, sur ma détermination de citoyen à défendre ces valeurs ainsi que sur ma détermination de professionnel à offrir à nos enfants un avenir plus souriant.

Gilles Cunin

enseignant.citoyen@free.fr